

Le dollar canadien

Ces chiffres prouvent que nous continuons de nous défaire de nos ressources. Et de surcroît, notre part du marché international diminue à cause de la concurrence du tiers monde.

M. Gillies: Voyez les chiffres.

M. Broadbent: Le député de Don Valley aura l'occasion, lui aussi, de participer au débat, et j'espère qu'il en profitera. J'aimerais l'entendre répéter que les Canadiens de la Saskatchewan, de la Colombie-Britannique, de l'Ontario et de l'Est devraient être des scieurs de bois et des porteurs d'eau, puis justifier ensuite ce point de vue.

Voilà donc les statistiques actuelles pour le secteur primaire. Les données portant sur le secteur manufacturier sont encore plus alarmantes. Le déficit pour les produits finis, dans la balance des paiements, est passé de quelque 3 milliards de dollars en 1970 à plus de 12 milliards en 1978, soit une augmentation de 400 p. 100 en huit ans. Par ailleurs, nos importations de produits finis de l'industrie secondaire ont augmenté dans 17 catégories sur 20. Depuis la fin de la guerre, le Canada tend à exporter ses matières premières et à importer les produits manufacturés, ou tout au moins à les fabriquer sans beaucoup d'habileté. Or cette tendance s'est accentuée au lieu de s'atténuer. Voilà ce qui explique les problèmes que connaît actuellement notre monnaie.

Mon temps de parole est assez limité. Dans les quelques minutes qui me restent, j'aimerais non seulement exposer le problème, comme je l'ai fait, mais proposer une solution de rechange qui s'éloigne des mesures de rafistolage proposées par les deux partis traditionnels.

L'Orateur suppléant (M. Turner): A l'ordre. Je dois malheureusement signaler au député qu'il a épuisé son temps de parole. La Chambre consent-elle à ce qu'il poursuive?

Des voix: D'accord.

M. Broadbent: Nous devons nous attaquer au cœur de la question pour venir à bout de notre problème monétaire. Nous devons nous employer à régler les problèmes de fond qui sont ceux de fournir des emplois à tous les Canadiens qui veulent travailler et de faire baisser le coût de la vie. Tout cela suppose une restructuration de notre économie. Tout cela tourne autour de la nécessité de cesser d'être ce que nous sommes devenus, des locataires dans notre propre pays.

● (1650)

Il faut partir du principe que la mission centrale du gouvernement canadien est de veiller à ce que les ressources canadiennes appartiennent à des Canadiens, qu'elles soient contrôlées par des Canadiens, qu'elles soient transformées par des Canadiens pour être exportées dans l'ensemble du monde. Voilà le principe. Pour obtenir ces résultats, nous avons présenté à diverses reprises des recommandations bien précises. Mais aujourd'hui, dans le cadre de cet important débat sur le dollar canadien, je vais proposer à l'étude de la Chambre des propositions concrètes.

Primo, il faut cesser, dans l'espoir de soutenir le dollar, de sacrifier les millions sur l'autel d'une politique vouée à l'échec. Au lieu de dépenser ainsi plus de un million par jour pour maintenir un flottement «impur», il faudrait investir directement cet argent dans la restructuration de l'économie et le retour à une plus grande présence canadienne au capital des entreprises.

[M. Broadbent.]

Alors au lieu de hausser le taux d'escompte, on pourrait abaisser le taux de base de 1 p. 100 complet. Cela est à faire immédiatement, parce qu'à notre avis, il est indispensable de stimuler la croissance et de faire travailler nos 14 p. 100 de capacité inemployées.

Troisièmement, près de la moitié des emplois créés depuis 1971 par la Société pour le développement des exportations, se trouvent à l'étranger. Mon parti soutient qu'à l'avenir, tous les investissements de cette société doivent avoir lieu au Canada seulement, sauf cas particuliers où les avantages à long terme pour notre pays sont démontrés.

Et finalement, il faut prendre des mesures immédiates pour réorienter le départ à l'étranger des investissements canadiens. Une utilisation intelligente des accords de planification, des mesures incitatives et des participations mixtes dans les secteurs de l'énergie, des mines, des pâtes et papiers, des transports, de la pêche et des fabrications pourrait conserver au Canada des sommes importantes qui vont actuellement s'investir à l'étranger. Avant que les grosses entreprises canadiennes soient admises à réaliser d'importants investissements à l'étranger, il faut exiger qu'elles en démontrent l'avantage pour le Canada.

Cette approche n'est pas improvisée. Ce n'est pas une élucubration d'économistes en chambre travaillant dans l'abstrait. Les quatre actions que je viens de proposer ont déjà été entreprises en Norvège, en Suède, au Danemark, en France, en Allemagne de l'Ouest et au Japon. Ce sont des mesures pratiques qui n'ont rien de neuf. Elles sont parfaitement applicables et elles permettent aux Canadiens de comprendre que la situation du dollar canadien n'est pas un problème isolé qu'on examine à part, indépendamment de l'inflation et du chômage. Tous ces problèmes sont reliés entre eux, comme le savent tous les économistes et tous ceux qui réfléchissent. La façon de les résoudre est également bien connue.

Donc, ce qui manque, ce ne sont pas les connaissances mais le leadership politique, et il serait grand temps que nous ayons ce leadership pour orienter le pays dans le bon sens. Les ressources canadiennes appartiennent aux Canadiens, et il est plus que temps de les faire servir à l'édification d'un secteur industriel de première force.

LA MOTION D'AJOURNEMENT

[Français]

QUESTIONS À DÉBATTRE

M. l'Orateur adjoint: A l'ordre! Avant de donner la parole à l'honorable député de Rimouski (M. Allard), je dois faire connaître à la Chambre les questions qu'elle abordera ce soir à l'ajournement: l'honorable député de Vegreville (M. Mazankowski)—Le transport aérien—Les critiques concernant l'application des règlements sur la sécurité aérienne—On demande la démission du ministre; l'honorable député de Egmont (M. MacDonald)—Le statut de la femme—La politique d'emploi du gouvernement; l'honorable député de Cape Breton-East Richmond (M. Hogan)—L'expansion économique régionale—La décision d'aider financièrement la Sysco à moderniser son usine.